



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 167 – 17 JUILLET 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE NOUVEAU
SIEGE DE LA
COMMISSION DE
LA CEDEAO A
ABUJA BIENTOT
CONSTRUIT PAR
LA CHINE

12EME SOMMET DES
CHEFS D'ÉTAT ET DE
GOUVERNEMENT DE
L'UNION AFRICAINE
(UA)

L'UNION EUROPEENNE
MOBILISE 138 M EUR
SUPPLEMENTAIRE
POUR LA FORCE G5
SAHEL

ADHESION DU RWANDA
ET DE DJIBOUTI A LA
BANQUE ASIATIQUE
D'INVESTISSEMENT
POUR LES
INFRASTRUCTURES
(AIIB)

BURKINA FASO :
MESURES DE
REDUCTION DU
TRAIN DE VIE DE
L'ÉTAT

MAURITANIE : LA
BANQUE CENTRALE
(BCM) PRESENTE LA
STRATEGIE NATIONALE
D'INCLUSION
FINANCIERE (SNIF)

LE CONGO-
BRAZZAVILLE ET LE
FMI SIGNENT UN
ACCORD DE
FINANCEMENT DE
448,6 M USD

BENIN : PRET DE
100M USD DE LA
BANQUE MONDIALE
(BM) POUR UN PROJET
DE TRANSFORMATION
NUMERIQUE DES
REGIONS RURALES

KENYA : LEVEE DE
26 MUSD DU
FOURNISSEUR DE
SOLUTIONS HORS-
RESEAU AZURI



ACTUALITE REGIONALE

▼ Ghana : le futur secrétariat de la ZLECAf sera situé à Accra

Alors que l'Égypte, l'Eswatini, l'Éthiopie (dont la capitale accueille le siège de l'Union africaine), le Kenya, Madagascar et le Sénégal étaient aussi candidats, le Conseil exécutif a finalement choisi lors du sommet de Niamey la ville d'Accra pour accueillir le Secrétariat de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Le ministère du Commerce et de l'Industrie qui est aussi en charge de l'implémentation de l'accord dans le pays accompagnera l'installation du Secrétariat. Ce dernier sera un organe institutionnel financé par l'Union Africaine mais autonome dans son fonctionnement.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ 12^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA)

Le 7 juillet s'est tenu, à Niamey (Niger), le 12^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Il a été marqué par le lancement officiel de la ZLECAf. Plusieurs évènements parallèles se sont tenus en marge du Sommet, notamment le symposium des Premières dames et des ministres de la Santé sur l'élimination du Cancer en Afrique, le sommet en faveur de la lutte contre le mariage des jeunes filles, la table-ronde sur la mobilisation des ressources du projet autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD), le Forum d'affaires de la Zone de libre-échange continentale africaine et le forum Innovation pour le développement.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Le nouveau siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja bientôt construit par la Chine

Alors qu'un mémorandum d'accord pour la construction du nouveau siège de l'organisation avait déjà été signé en mars 2018, la Chine et la CEDEAO ont signé l'accord de mise en œuvre le 10 juillet à Abuja (Nigéria). La subvention chinoise à cet effet est de 31,6 M USD. Pour mémoire, la Chine a déjà financé la construction du siège de l'Union africaine (UA), inauguré à Addis Abeba (Ethiopie) en 2012. Des soupçons d'espionnage au sein du bâtiment ont d'ailleurs pesé contre la Chine en 2018, après que des failles dans la sécurité informatique aient été découvertes.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Union européenne mobilise 138 M EUR supplémentaire pour la force G5 Sahel

Au lendemain de la 5^{ème} réunion ministérielle entre l'UE et les ministres des Affaires étrangères du G5 Sahel à Ouagadougou, les 2 parties ont annoncé un appui supplémentaire à la Force conjointe d'un montant de 138 M EUR. Cette annonce fait suite à la dégradation récente de la situation sécuritaire dans la région. Ce financement vise à atteindre plusieurs objectifs, dont (i) l'appropriation par les 5 pays du G5 Sahel de leur propres moyens de défense, (ii) la définition d'un cadre d'actions intégrées en matière de sécurité et de développement et (iii) l'innovation dans les modalités de mise en œuvre de l'aide, tant dans le domaine de l'appui à la Force conjointe que dans les actions de développement.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ 400 personnalités issues des diasporas africaines reçues à l'Élysée

A l'occasion de la visite du président du Ghana à Paris, Emmanuel Macron a reçu, le 11 juillet dernier, près de 400 représentants des diasporas africaines en France (étudiants, chefs d'entreprise, élus...). Le rôle de la diaspora dans la redéfinition des relations entre la France et l'Afrique et leur place dans la société française ont été des thèmes largement évoqués. Le président ghanéen a également rappelé le rôle essentiel de la diaspora dans le développement économique du continent. Pour rappel, les transferts de fonds vers les pays à revenu faible ou à revenu moyen d'Afrique subsaharienne ont atteint 46 Mds USD en 2018 selon un rapport de la BM, un montant supérieur à celui de l'aide au développement.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Une enveloppe de 1,3 Md FCFA de la BID pour des bourses d'études en faveur des ressortissants des pays membres francophones

La Banque islamique de développement (BID) a annoncé un financement de 1,3 Md FCFA (2 M EUR) sur les 4 prochaines années pour le financement de bourses d'étude en faveur des ressortissants des pays membres francophones de l'institution. Ce financement permettra l'octroi d'au moins 25 bourses par an sur les 4 années à venir en faveur des étudiants issus des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo, le Niger, le Gabon, le Mali, le Bénin et le Tchad. La BID indique par ailleurs que les candidatures de bourses doctorales et de recherche sont en cours jusqu'au 12 septembre prochain et que les domaines prioritaires sont ceux en rapport au développement.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ **Un accord pour développer les zones frontalières entre le Burkina Faso et le Niger**

Le Burkina Faso et le Niger ont procédé, le 10 juillet 2019 à Ouagadougou, à la signature d'un accord-cadre de coopération transfrontalière ayant pour objectif de faciliter et de promouvoir la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics frontaliers burkinabè et nigériens. L'accord-cadre couvre les domaines de la sécurité, de la protection civile, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de la gestion des ressources naturelles, de l'aménagement du territoire et de l'agriculture. À compter de sa date de signature, il entre en vigueur pour une durée de dix ans renouvelable par tacite reconduction.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Air Sénégal ajoute Ouagadougou et Niamey à son réseau**

Fondée en 2016, la jeune compagnie aérienne Air Sénégal continue d'étendre son réseau en Afrique de l'Ouest. La liaison sera désormais opérée en Airbus A319 trois fois par semaine les lundi, mercredi et vendredi. Le vol HC309 part de l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar à 13h30 pour se poser à Ouagadougou à 16h00, arrive à l'aéroport international Diori Hamani de Niamey à 18h45. Niamey et Ouagadougou deviennent ainsi respectivement la septième et la huitième ville desservies par la compagnie sénégalaise en Afrique de l'Ouest.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **CEMAC : Henri-Claude Oyima et Jean Claude Ngbwa portés à la tête de la BVMAC**

Henri-Claude OYIMA, est le futur Président du conseil d'administration de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) suite à la fusion des places de marché de Libreville et de Douala, et Jean Claude Ngbwa, le Directeur général. Les deux ont désignés à l'issue d'un Conseil d'administration de l'institution le 04 juillet 2019.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : le Président Obiang favorable à l'ouverture de discussions avec la France sur le FCFA**

Lors de sa visite à Libreville le 12 juillet dernier, le chef de l'Etat équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema, a livré son sentiment à la presse au sujet du Franc CFA. Cette question est selon lui, sensible et mérite que les pays de l'espace communautaire négocient préalablement avec la France avant d'envisager toute évolution du système en place.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Adhésion du Rwanda et de Djibouti à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)

Le 13 juillet 2019, le conseil d'administration de l'AIIB, réuni au Luxembourg, a approuvé l'adhésion du Rwanda, de Djibouti et du Bénin. Pour être effective, cette adhésion devra être assortie d'un apport financier au capital de l'AIIB.

L'institution, qui compte une centaine de membres, a désormais douze pays membres africains dont l'Ethiopie, le Kenya et le Soudan. Créée en 2014, sous l'impulsion de la Chine, cette banque d'investissement finance des infrastructures de transport (routes, ferroviaire) et sur des infrastructures de production ou de transmission d'énergie (hydraulique, solaire, gaz, pétrole), essentiellement en Asie. En 2018, l'AIIB et la Banque africaine de développement (BAD) ont signé un MoU pour renforcer leur collaboration en Afrique, notamment dans le co-financement de projet de développement et l'échange d'expertise. Toutefois, il semblerait qu'à ce jour, l'institution n'ait financé aucun projet en Afrique de l'Est.

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : baisse de l'inflation en juin 2019 à 9,1%

L'inflation sur 12 mois glissants qui se situait à 9,5% en avril 2019, après une augmentation de 0,5 points depuis le début de l'année suite à la baisse du taux directeur en janvier 2019 à 16%, le plus bas depuis 2013, a reculé pour atteindre 9,1% en juin 2019. Elle est en diminution de 0,3 points par rapport à mai 2019 où elle atteignait 9,4% sur 12 mois glissants. L'inflation sur les biens alimentaires est en baisse de 0,3 points elle aussi. Les biens produits localement connaissent une inflation plus faible que les biens importés, à respectivement 8,2% et 11,3% sur 12 mois glissants.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale (CBN) limite la rémunération appliquée à sa Facilité de dépôt pour encourager les banques à prêter davantage

L'institut d'émission nigérian a émis le 10 juillet une nouvelle circulaire spécifiant qu'au-delà de 2 Mds NGN (6,5 MUSD), les placements des établissements bancaires au sein de la Facilité de dépôts ne seraient plus rémunérés. Ce plafond était, depuis novembre 2014, fixé à 7,5 Mds NGN. La Facilité de dépôts est un instrument de politique monétaire qui permet aux banques de placer au jour le jour à la Banque centrale leurs surplus de liquidités. Par cette décision, la Banque centrale souhaite inciter les institutions bancaires à prêter davantage.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la dette publique atteint 81,27 Mds USD au premier trimestre 2019

D'après le Bureau de gestion de la dette nigérian (*Debt Management Office* - DMO), la dette publique totale a progressé de 2,3% sur le premier trimestre 2019, pour atteindre 24 947 Mds NGN soit 81,27 Mds USD, contre 79,43 Mds USD enregistrés fin décembre 2018. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de 2,7% (+1,5 Md USD) de la dette domestique alors que la dette externe a cru de 1,3% (+ 335 MUSD) sur cette période. Le ratio dette domestique / dette externe s'établit ainsi à 68,5% / 31,5% fin mars, alors que le DMO cherche à atteindre un ratio de 60:40. Pour rappel, d'après le FMI, la dette publique nigériane représentait 28,4% du PIB en 2018 et devrait s'établir à 30% fin 2019.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : la croissance devrait atteindre 5,2% en 2021 d'après la Banque mondiale**

Dans son rapport annuel *Sierra Leone Economic Update*, la Banque mondiale indique que l'environnement macroéconomique du pays reste contraint, soulignant que la croissance économique ne permet pas de faire face à la hausse des besoins d'une population qui s'accroît. La croissance devrait néanmoins s'accélérer à moyen terme, soutenue par la mise en place de réformes structurelles et devrait atteindre 5,2% en 2021, contre 3,7% en 2018. La meilleure mobilisation des revenus en 2018 qui a permis de faire reculer le déficit public de 8,6% en 2017 à 6,6% en 2018, n'a pour autant pas endigué la hausse de la dette publique qui est passée de 64,6% du PIB en 2017 à 66,3% en 2018.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : mesures de réduction du train de vie de l'Etat**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 3 juillet 2019 a fait une évaluation de la mise en œuvre des mesures déjà en application en matière de réduction du train de vie de l'État. Il s'agit notamment : de la dynamisation du système de redéploiement des agents publics dans les zones où il existe des postes vacants ainsi que l'encouragement et la promotion des départs volontaires de la fonction publique, des actions entreprises en matière d'économie de consommation d'énergie, d'eau et de téléphone, de la rationalisation des budgets d'acquisition des biens et services et de la poursuite de l'implémentation de la comptabilité des matières dans toutes les sphères de l'administration publique.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la Caisse des Dépôts devrait être bientôt opérationnelle**

La cérémonie d'installation des membres de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et de Consignation du Burkina Faso (composée de 11 membres) présidée par le Premier ministre, s'est tenue à Ouagadougou le 5 juillet 2019. Cette nouvelle institution est un établissement public à statut spécial, doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière qui bénéficie d'une dotation initiale de l'État à hauteur de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR). Ses principaux domaines d'intervention seront notamment la réalisation d'infrastructures socio-économiques, les secteurs et les besoins non couverts ou insuffisamment couverts par les mécanismes classiques de financement et les partenariats stratégiques.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : rapport semestriel de la Banque mondiale

Cette 9^{ème} édition fait un focus sur les enjeux de la filière cacao. Elle souligne que pour la 7^{ème} année consécutive, le taux de croissance a dépassé 7% (7,4% en 2018) et devrait se stabiliser à 7,2 % au cours des prochaines années. Le déficit budgétaire s'est amélioré (4% du PIB en 2018 contre 4,5% en 2017) et devrait encore se réduire en 2019, à 3%. Le rapport propose 3 pistes pour remédier aux faiblesses du secteur du cacao : (i) doter le secteur d'un système fiable de prévision de la production et de suivi des modes de localisation de cette production ; (ii) améliorer la productivité et la résilience du verger ; (iii) assurer une meilleure répartition de la valeur ajoutée parmi les acteurs de la filière.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le parlement approuve l'adhésion de la Guinée à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)

Près de sept mois après que le gouvernement guinéen a manifesté son intention d'adhérer à l'AIIB, le parlement a adopté cette semaine le texte permettant au pays d'entrer au capital de la banque. L'État doit maintenant souscrire à 10 actions d'une valeur nominale de 100 000 USD, soit un montant global de 1 M USD, payable en 5 tranches. La première échéance devrait intervenir avant le 12 juillet. Créée en octobre 2014 à l'initiative de la Chine, l'AIIB finance des projets d'infrastructures à travers des prêts concessionnels souverains. Forte d'un capital de 100 Mds USD, elle compte 70 membres en Asie, en Europe et en Afrique.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le PIB estimé à 4,9 Mds EUR au 1^{er} trimestre 2019

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, au 1^{er} trimestre 2019, le PIB, s'est accru de 0,4% par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 4,9 Mds EUR. Ce résultat est imputable à la croissance modérée du secteur tertiaire (+1,5%) qui a été partiellement contrebalancée par le repli du secteur secondaire (-1,4%). Le secteur primaire a quant à lui stagné au cours de la même période. On note une baisse de la consommation finale (-0,5%) et une progression de 5,9% de la balance commerciale. Par rapport au premier trimestre de l'année 2018, l'activité économique est ressortie en hausse de 5,7%. Les exportations sont en hausse de 29,5% et les importations de biens et services en baisse de -4%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville et le FMI signent un accord de financement de 448,6 M USD**

Le conseil d'administration du FMI a approuvé, le 12 juillet, l'accord de financement de 448,6 M USD au titre de la facilité élargie de crédit en faveur du Congo-Brazzaville. Dans un communiqué de presse, le FMI annonce un décaissement immédiat d'environ 45 M USD. Les autres décaissements seront échelonnés sur trois ans, en fonction de l'approbation des revues semestrielles. Ce programme vise à aider la République du Congo à rétablir sa stabilité macroéconomique, notamment la viabilité de sa dette et la reconstitution des réserves de change de la CEMAC. Il ambitionne également de jeter les bases d'une croissance inclusive et d'améliorer la gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Taux d'inflation annuel inférieur aux objectifs fixés par le gouvernement**

Le taux annuel d'inflation a atteint 3,4 % fin juin 2019, soit un niveau significativement en-dessous des objectifs du gouvernement situés à 5 %. Cette augmentation est fortement corrélée à celle du prix des services, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du divertissement. Le taux d'inflation dans l'éducation a atteint 6,8 % fin juin contre 3,6 % fin mai, ce qui laisse présager une augmentation du taux d'inflation annuel dans les mois à venir.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : Forum économique France-Ghana à Paris en présence du Président ghanéen Nana Akufo-Addo

Le 9 juillet 2019 s'est tenu au sein du ministère de l'Économie et des finances à Paris le Forum économique France-Ghana pour la visite présidentielle de M. Nana Akufo-Addo en France. Cet événement organisé par Business France, en lien avec le MEDEF International, a réuni 280 personnes. Dans l'après-midi, le Président Akufo-Addo a pu s'entretenir avec le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne. Plusieurs accords intergouvernementaux ont pu être signés en marge du forum, notamment une déclaration d'intention en vue de négocier un futur accord réciproque de promotion et de protection des investissements.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un nouveau code des investissements

Les parlementaires ont approuvé, le 2 juillet dernier, la ratification de l'ordonnance portant sur un nouveau code des investissements. Ce code vise « la mobilisation massive des investissements privés et la promotion des secteurs prioritaires du PND ». En plus de maintenir l'ensemble des exonérations prévues dans celui de 2012, ce code prévoit des crédits d'impôt au bénéfice des entreprises exerçant dans les secteurs prioritaires du PND et des crédits d'impôt additionnel de 2% en faveur des entreprises étrangères dont les employés de nationalité ivoirienne représentent 80% ou plus de l'effectif total. Pour rappel, le montant des investissements privés en Côte d'Ivoire est estimé à 5,3 Mds EUR entre 2013 et 2018, pour 38 700 emplois.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : 1^{er} forum d'affaires France-Gambie

L'Ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie a accueilli le 5 juillet le premier Forum d'Affaires France-Gambie destiné à promouvoir le marché gambien et présenter les opportunités d'affaires qui peuvent s'offrir aux entreprises françaises. La délégation gambienne était dirigée par le ministre des Finances et des Affaires économiques et l'Ambassadeur de Gambie au Sénégal. Elle comprenait également une forte délégation du ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Intégration régionale et de l'Emploi, de la Chambre de Commerce et d'Industrie gambienne, de l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations, ainsi que de l'administration des impôts. L'évènement a réuni une soixantaine d'entreprises françaises et gambiennes.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : prêt de 100 M USD de la Banque mondiale (BM) pour un projet de transformation numérique des régions rurales

La BM a approuvé le 1^{er} juillet 2019 un crédit de 100 M USD au Bénin pour l'amélioration de l'accès aux services de connexion à haut débit dans les zones rurales et la promotion du numériques. Ce projet figure dans le Programme d'actions du gouvernement (2016-2021) qui conçoit le développement des TIC comme catalyseur du développement économique et de l'inclusion des populations rurales. Ce projet vise (i) l'amélioration de l'efficacité des chaînes de valeur et (ii) l'élargissement de l'accès à des services financiers et des comptes bancaires formels. 1,6 million de petits producteurs, dont 1 million de femmes, devraient bénéficier de cet appui.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : nouvel appui de la Banque mondiale (BM) pour la formation et la bonne gouvernance

Le Conseil des ministres du 3 juillet 2019 a autorisé la ratification des accords conclus le 10 mai 2019 entre le pays et l'Association internationale de développement, filiale de la BM, pour le financement du projet Centres d'excellence d'Afrique pour l'impact sur le développement (à hauteur de 33 M USD) et de la première opération de la série d'appuis aux réformes sur la gestion budgétaire, la croissance durable et la prestation des services de santé (à hauteur de 87,6 M EUR). Le montant total de ces accords de financement s'élève à 119 M EUR.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : financement de 68 M USD d'un Groupe turc pour l'entrepreneuriat

Le groupe financier turc Candy Group International contribuera au financement d'un projet gouvernemental pour l'entrepreneuriat à hauteur de 68 M USD. Mis en œuvre par l'Institut ivoirien de l'entreprise (INIE) pour une durée de 39 mois, le projet est un volet majeur de l'axe IV du Programme social du gouvernement portant sur l'employabilité des jeunes et l'autonomisation des femmes. Il a pour objectif de créer 35 100 TPE et 52 000 emplois directs en s'appuyant sur le modèle « CLONIX », développé par l'INIE, qui consiste à « dupliquer sur tout le territoire, un grand nombre d'entreprises viables, à partir de modèles réussis, que ce soit de TPE, des PME ou des Entreprises de taille intermédiaire (ETI) ».

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : avancement des travaux sur le pont Félix Houphouët-Boigny

A l'occasion de sa visite du chantier des travaux du pont Félix Houphouët-Boigny, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier Amédée Kouakou s'est dit satisfait de l'avancement des travaux de réhabilitation du pont reliant Treichville au quartier du Plateau. Ce projet, financé dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) à hauteur de 41,7 Mds FCFA (64 M EUR), est porté par les entreprises françaises Eiffage et Spie Batignolles. Les travaux devraient s'achever au plus tard en septembre 2020. Plus de 50 000 véhicules traversent actuellement ce pont quotidiennement, contre 100 000 pour le pont Général de Gaulle, l'autre point de liaison entre le Plateau et Treichville.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : deux prêts concessionnels de 241,5 M EUR du Fonds Abu Dhabi en faveur du logement social et de la balance des paiements

Le directeur général du Fonds émirati (Mohammed Saïf Al Sawaidi) et le Premier ministre (Boubou Cissé) avaient déjà procédé à la signature de deux accords de financement en avril dernier. Le premier prêt d'un montant de 26,5 M EUR devrait financer la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme national de logement social auquel s'ajoute un appui financier de (38,1 M EUR) de la Banque Ouest africaine de développement. Le second prêt porte sur un montant de 222 M EUR, destiné à des projets de renforcement de la gestion des finances publiques maliennes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 21 Mds FCFA du Japon pour réhabiliter le Port autonome de Dakar

Les travaux de rénovation du môle 3 du Port autonome de Dakar, dédié au trafic malien, ont été lancés le 4 juillet, par le ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime du Sénégal, le ministre en charge des Transports et de la Mobilité Urbaine du Mali et l'Ambassadeur du Japon au Sénégal. Ce projet de rénovation d'environ 21 Mds FCFA (32 M EUR) est financé par un don (octroyé en mars 2018) du gouvernement japonais à l'État du Sénégal. A l'issue des 24 mois de travaux, le Môle 3 pourra accueillir des navires de 35 000 tonnes avec un tirant d'eau de 12 mètres. Il vise à améliorer les fonctionnalités et l'efficacité des travaux de manutention du Port de Dakar pour la redistribution sous régionale.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Sinohydro va effectuer les études du projet de construction d'une centrale solaire de 20 MW dans la région du Nord**

Le protocole d'accord a été signé le 11 juillet 2019 entre Gaston Eloundou, Ministre de l'eau et de l'énergie du Cameroun et les dirigeants de Sinohydro. La Société chinoise va réaliser des études pour la construction, l'exploitation et la maintenance d'une centrale solaire de 20 MW à Lagdo, au nord Cameroun. Cet ouvrage permettra de palier en partie le déficit énergétique du réseau interconnecté du nord du pays expliqué par la diminution de plus de 50 % de la capacité de production de la centrale hydro-électrique de Lagdo.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Restructuration du prêt pour le Chemin de Fer Djibouti-Addis Abeba**

Après de longues négociations avec EXIM *Bank of China*, le ministre des Finances djiboutien a annoncé le rééchelonnement du prêt portant sur la partie djiboutienne du chemin de fer Djibouti-Addis Abeba contracté en 2014 et d'un montant de 492 MUSD. Alors que le raccordement du chemin de fer aux ports djiboutiens et au terminal pétrolier Horizon n'est pas encore achevé, le délai entre la réalisation de ce projet et sa rentabilité effective entraîne d'importants problèmes de liquidité côté djiboutien. Les négociations ont permis (i) une baisse du taux prêté, équivalent désormais au taux LIBOR à 6 mois de 210 points de base contre 400 initialement et (ii) un allongement de la durée de remboursement de 15 à 30 ans associé d'une période de grâce de 10 ans. Pour rappel, Djibouti abrite la seule base chinoise navale à l'étranger. *China Merchants Group* (CMP) détient par ailleurs 23,5 % des parts de la *Ports and Free Zones Authority*, holding financière regroupant l'ensemble des infrastructures portuaires du pays.

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Kenya : Levée de 26 MUSD du fournisseur de solutions hors-réseau Azuri**

Le fournisseur britannique de produits solaires hors-réseau *Azuri Technologies* a annoncé avoir levé un montant total de 26 MUSD auprès du japonais *Marubeni Corporation* ainsi que de ses actionnaires. La levée de fonds vise à soutenir Azuri dans son développement en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. Fondée en 2012, l'entreprise dispose déjà de bureaux au Nigéria, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, et en Zambie. Elle propose des solutions d'éclairage, ainsi que des services TV et internet suivant un modèle *pay-as-you-go*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Projet de mise en place d'un régime national d'assurance maladie

En juin 2019, le gouvernement a approuvé un projet de réforme d'assurance maladie, prévoyant une couverture de santé universelle, en chantier depuis 2006. Perçu comme un nouveau fardeau financier et inaccessible pour les plus pauvres et vulnérables, le projet impliquerait une cotisation moyenne de 24 EUR par travailleur du secteur informel et 4 % du salaire mensuel pour le secteur formel. Les hôpitaux publics devront améliorer la qualité de leurs services afin de convaincre les Ougandais de la pertinence d'obtenir une assurance maladie. Aujourd'hui, 15 % du coût des services de santé est supporté par le Ministère de la Santé, 42 % par des donateurs, 41 % par les particuliers et seulement 2 % par l'assurance maladie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : Réhabilitation d'une partie du réseau d'eau de Juba

La BAD a approuvé un projet de réhabilitation du réseau d'eau de Juba pour un montant de 24,7 MUSD. Le projet comprend par ailleurs la réalisation d'études de faisabilité et de *design* pour deux autres localités situées dans l'état voisin de Jubek, également sous la juridiction de l'agence de mise en œuvre, la *South Sudan Urban Water Corporation*, ainsi que le développement de systèmes de distribution d'eau à l'aide d'énergie solaire. L'actuel réseau d'eau a en effet été rendu obsolète par le flux accru de personnes déplacées et la rapidité de l'urbanisation. Cela a entraîné l'émergence d'opérateurs privés fournisseurs d'eau non traitée en provenance du Nil, posant un enjeu sanitaire important.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Ouverture d'une entreprise de stockage et de remplissage de gaz de pétrole liquéfié (GPL)

L'installation de stockage et de remplissage de GPL, construite par le tycoon tanzanien Rostam Aziz pour 65 MUSD, a été officiellement mise en service en présence du président John Magufuli. Le président a d'ailleurs rappelé que la consommation de GPL occupe une place de choix dans la politique énergétique nationale. Alors que 60 % de la population vit dans les zones rurales et dépend principalement du bois de chauffe, le président a souligné qu'il était nécessaire d'offrir à la population des solutions alternatives au charbon de bois pour les besoins de cuisson. Des initiatives pour faciliter l'accès au GPL aux couches les plus démunies seraient à l'étude.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Lancement du premier mini-réseau de Jumeme sur le lac Victoria**

Le développeur Jumeme, détenu en majorité par l'autrichien RP Global, a achevé le premier des onze mini-réseaux hybrides solaires qu'il doit installer sur dix îles du lac Victoria. Le projet est soutenu par l'UE pour un montant de 7,4 MEUR délégués à l'Agence pour l'électrification rurale et accordés sous forme de subvention basée sur la performance, tandis que les actionnaires de Jumeme ont contribué au projet en fonds propres. Les dix mini-réseaux restants devraient être mis en service d'ici la fin de 2020, et desserviraient à terme un total de 170 000 personnes.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Congo-Brazzaville : La FAO et le ministère de l'agriculture lancent le projet de Système permanent intégré des statistiques agricoles (SPISA)

Le projet, d'une durée de deux ans et demi, a pour objectif de consolider des statistiques fiables et actualisées sur les acteurs et les productions agricoles nationales. Une enveloppe de plus d'un milliard de FCFA lui est consacrée. En plus de collecter et de rassembler des données essentielles à la gouvernance du secteur agricole, le projet SPISA permettra de renforcer la capacité des agents du ministère en matière de traitement de données. L'objectif est de pérenniser le système des statistiques agricoles.

✉ alban.rochard@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Importation de 1,1 million de tonnes de maïs hors taxe

Le ministre de l'agriculture kenyan prévoit d'autoriser fin juillet l'importation hors taxe de près de 1,1 million de tonne de maïs. Cette réserve additionnelle doit permettre d'augmenter significativement l'offre et *de facto*, de réduire les pressions inflationnistes sur le maïs, aliment de base de la population. Cette mesure est vivement contestée, en premier lieu par les agriculteurs. Ceux-ci redoutent de ne pas pouvoir vendre leur prochaine récolte, attendue dans deux mois, si du maïs importé arrive à la même période. Certains spécialistes considèrent pour leur part que la pénurie de maïs est surestimée.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Augmentation de 6 % de la dotation du fonds européen agricole

Le fonds européen destiné à l'agro-alimentaire en Ouganda, créé en 2017, a vu sa dotation passer de 12 à 20 MEUR grâce au financement de la fondation de George Soros et la *Finn Church Aid* (FCA). Ce fonds cible les PME du secteur agricole et a investi - entre 250 000 EUR et 2 MEUR par ticket – dans 4 projets dont un fabricant de café (CECOFA), une entreprise spécialisée dans le soja (SESACO Ltd) ainsi qu'un laboratoire d'analyses agricoles (Chemiphar). L'UE a l'ambition d'attirer de nouveaux capitaux en Ouganda et d'améliorer l'accès au marché des produits, la qualité des intrants ainsi que les services agricoles de 100 000 foyers ruraux.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : hausse du chiffre d'affaires des sociétés et de l'emploi dans le secteur minier

Les sociétés d'exploitations minières ont réalisé un chiffre d'affaires total de 582 Mds FCFA (888 M EUR) en 2018, soit une hausse de 8% par rapport à 2017. Selon le ministre des Mines et de la Géologie, ces bons résultats ont été atteints grâce à des investissements importants et ont permis la création de 3 000 postes supplémentaires en 2018. Le secteur compte ainsi 13 327 emplois directs ainsi que 39 980 emplois indirects.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Burkina Faso : des groupes asiatiques veulent transformer le coton

95% du coton burkinabé étant exporté brut, des groupes asiatiques veulent le traiter sur place. Le groupe indien Jain Shaws doit reprendre l'entreprise de textile Faso Fani installée à Koudougou dont il devrait relancer l'activité en janvier 2020. Le groupe chinois Orient International Holding est en pourparlers pour implanter un parc industriel textile à Bobo-Dioulasso. Les groupes chinois Yuanda investment Group et Sinolight sont également en prospection. Le groupe japonais Marubeni prépare l'installation d'une filature à Koudougou. Le Burkina Faso est le second producteur africain de coton derrière le Mali avec une capacité moyenne de 700 000 tonnes par an.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Burkina Faso : un schéma directeur pour le déploiement d'infrastructures numériques

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 3 juillet 2019 a adopté le Schéma directeur d'aménagement numérique et permet au pays de se doter d'un instrument de planification du déploiement d'infrastructures et de services de communications électroniques. La première pierre pour la construction d'un bâtiment devant abriter des infrastructures de communication électronique a d'ailleurs été posée, le 6 juillet 2019 à Bobo-Dioulasso. Le bâtiment abritera le Point d'Atterrissage Virtuel et le Point d'Echange Internet, réalisés dans le cadre du Projet Backbone National de Télécommunications, et permettra le désenclavement numérique des régions des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la compagnie Orange, leader des télécoms en Côte d'Ivoire au premier trimestre de 2019

Le directeur général de l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI) a présenté les statistiques de marché du secteur des télécommunications au premier trimestre 2019. Selon ces statistiques, le pays compte plus de 34 millions d'abonnés, partagés entre les trois opérateurs du marché : Orange, leader avec 41% des abonnements, MTN qui regroupe 33% des utilisateurs, et Moov à 26%. En 2018, le secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 821 Mds FCFA (1,3 Mds EUR) pour 155 Mds d'investissements (237 M EUR). Selon les autorités, ces investissements ont permis de développer la couverture réseau 3G et 4G dans plusieurs régions du pays.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : la Banque Centrale (BCM) présente la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF)

Un atelier de présentation de la SNIF a été organisé les 8 et 9 juillet par la BCM, en collaboration avec l'Alliance mondiale pour l'inclusion financière (AFI). Cet atelier visait à sensibiliser l'ensemble des acteurs économiques sur l'importance de l'inclusion financière pour le développement économique et social du pays et d'identifier les priorités d'action de cette stratégie avec les parties prenantes. La SNIF a pour objectif de favoriser le développement de services financiers adaptés aux besoins de la population mauritanienne. Pour rappel en 2017, seuls 21% de la population adulte mauritanienne détenait un compte dans une institution financière selon la Banque mondiale.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : inauguration de 3 hôtels 5 étoiles à Niamey à l'occasion du sommet de l'UA

Le Chef de l'Etat vient de procéder à l'inauguration de l'hôtel présidentiel Radisson Blu. Les travaux de construction de ce complexe ont été exécutés par la société turque Summa sur 11 mois pour un coût total de 38 M EUR. De l'autre côté de la rue, c'est le Noom Hôtel qui a ouvert ces portes le 26 juin dernier. Il a été quant à lui réalisé, pour un coût global de 29 M EUR (dont un financement de PROPARCO) par le groupe africain Teyliom International. Sa gestion sera confiée à l'espagnol Mangalis Hotel Group. Enfin, le groupe indien Satguru vient également d'inaugurer son nouvel hôtel Bravia (5 étoiles). La ville de Niamey dispose ainsi de trois nouveaux hôtels 5 étoiles totalisant 527 nouvelles chambres.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Tchad : Idriss Déby Itno annonce la levée des restrictions sur les réseaux sociaux au Tchad**

A l'occasion de la clôture du Forum Tchad Numérique, qui s'est tenu à N'Djamena, Idriss Déby Itno a annoncé la levée immédiate de la restriction sur les communications électroniques. Dès samedi après-midi, les utilisateurs tchadiens des réseaux ont reçu un SMS leur annonçant que la levée était effective.

Depuis 16 mois, au moment d'une vague de contestation face à la situation économique et le passage à la IVème République, l'accès à Whatsapp ou Messenger nécessitait la mise en place d'un VPN, dont le coût est prohibitif dans un pays où seuls 5% de la population a accès à internet.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Madagascar : Rachat d'*Africanews* par Sipromad pour 20 MEUR.**

Après plusieurs mois de négociations, le Groupe malgache Sipromad dirigé par Ylias Akbaraly a racheté 100% des parts de la chaîne de télévision *Africanews* pour un montant total de 20 MEUR. Basée à Pointe-Noire (Congo-Brazzaville), *Africanews* était la filiale du groupe audiovisuel *Euronews NBC* lui-même détenu à 60 % par l'homme d'affaires égyptien Naguib Sawiris. Cette transaction, qui sera officialisée le 24 juillet prochain, renforce les activités de la branche médias de Sipromad après le rachat en août 2018 des activités civiles de *Thomson Broadcast*. Cette dernière a notamment bénéficié en décembre 2018 d'un prêt de 44,8 MEUR de la DGTrésor visant le déploiement d'un réseau de télévision numérique terrestre (TNT) au Mali.

✉ Eric.NOITAKIS@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Renault fait son retour au Nigeria

Renault a signé un partenariat avec le groupe nigérian Coscharis pour la distribution et l'assemblage local de véhicules Renault au Nigéria. Le réseau commercial du groupe Coscharis devrait intégrer les modèles Kwid et Oroch et l'assemblage local devrait concerner les modèles Logan et Duster dans l'usine déjà existante de Coscharis à Lagos. Le groupe Coscharis distribue au Nigeria les marques BMW, Ford, Land Rover, Jaguar et Rolls-Royce notamment. Au Nigeria, où les ventes de véhicules neufs sont en diminution depuis 2013 (50 000 véhicules vendus à cette date contre moins de 10 000 en 2017), l'occasion domine le marché automobile avec souvent un recours au marché parallèle.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Advans-Lafayette ouvre sa première succursale dans l'Etat de Lagos

Advans-Lafayette a ouvert sa première agence dans l'Etat de Lagos en présence de l'Ambassadeur de France, S.E. Jerome Pasquier. Cette institution de microfinance fait partie du réseau de microfinance français Advans. Elle s'est implantée dans le pays en juin 2012 et a commencé ses opérations en juin 2013. L'entreprise s'est d'abord développée dans l'Etat d'Oyo, où elle a ouvert 8 agences, puis a obtenu en mai 2019 une licence nationale de la Banque centrale du Nigéria lui permettant d'étendre ses activités à d'autres Etats. Depuis son implantation dans le pays, Advans-Lafayette a octroyé 70 000 prêts pour un total cumulé de 40 Mds NGN (100 MEUR).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : l'Etat rachète la participation de la société Geocapital dans la banque Caixa Economica

Le gouvernement achète le capital que la société Geocapital détenait dans Caixa Economica de Cabo Verde, soit 27,44% du capital de l'institution financière. En mai, la Banque centrale du Cap-Vert avait approuvé l'acquisition de cette participation par International Holding Cabo Verde (IHCV), mais face à l'incertitude de l'homme d'affaires espagnol à la tête de l'IHCV, Enrique Bañuelos de Castro, le gouvernement a décidé d'acquiescer ces parts afin de garantir la stabilité de la banque Caixa Economica.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : la gestion du port conventionnel officiellement attribuée à la société turque Albayrak**

Le 10 août 2018, le Gouvernement guinéen a signé une concession avec le groupe turque Albayrak pour la gestion du port conventionnel. Cette entreprise s'est engagée à investir 200 M USD sur deux ans et à terme 500 M USD. L'entreprise vient d'installer au port deux grues (l'une d'une capacité de 80 tonnes de déchargement et l'autre de 120 tonnes). Il est également prévu de construire une zone de stationnement d'une capacité de 650 camions.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : inauguration du centre de relation clients MAJOREL**

En présence du chef de l'Etat togolais, le PDG de MAJOREL (filiale codétenue par le groupe marocain SAHAM et le groupe allemand BERTELSMANN), Thomas MACKENBROCK, a procédé le 8 juillet à l'inauguration du centre de relation clients. Ce centre, opérationnel depuis février 2019, emploie actuellement 150 personnes et vise le recrutement de 350 togolais supplémentaires d'ici 2021. Le donneur d'ordre principal de MAJOREL Togo est AMAZON France. A noter que d'autres sociétés spécialisées dans les centres d'appels prospectent actuellement le Togo.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : une nouvelle Directrice des Opérations de la Banque mondiale (BM) en Côte d'Ivoire

La Belge Coralie Gevers, ancienne responsable des Opérations de la Banque à Madagascar et aux Comores, est la nouvelle Directrice des Opérations de la BM en Côte d'Ivoire. Elle succède au Seychellois Pierre Laporte, désormais Directeur des Opérations pour le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone. La nouvelle directrice est titulaire d'un master en économie (Université de Namur en Belgique) et d'un master en relations internationales (Université Johns Hopkins aux Etats-Unis). Pour rappel, elle a rejoint la BM en 1996 et a par ailleurs occupé plusieurs fonctions au sein des bureaux du président et de l'économiste en chef de la Banque.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : visite du vice-président de la BEI

Le vice-présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI) a effectué une visite de deux jours au Sénégal, du 4 au 5 juillet. Au cours des 5 dernières années, la BEI a octroyé plus de 390 M EUR au pays pour de nouveaux investissements destinés à améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau, de transport et d'énergie et à améliorer l'accès du secteur privé aux financements bancaires. Outre sa rencontre avec le Chef de l'Etat, le vice-président s'est notamment rendu au sein de l'institution de micro-crédit Baobab Sénégal (dont la BEI est actionnaire) afin de constater les retombées du nouveau service de banque numérique qui devrait améliorer l'accès aux financements pour plus de 300 000 personnes à travers le pays.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : ouverture prochaine d'un bureau de la SFI à Lomé

Lors de la venue au Togo de Sergio Pimenta, vice-président de la SFI pour l'Afrique et le Moyen-Orient, ce dernier a indiqué l'ouverture à venir d'un bureau de la SFI à Lomé. A ce stade, les opérations de la branche secteur privé du groupe Banque mondiale sont réalisées depuis le bureau régional basé à Accra. Cette annonce s'inscrit dans la volonté de l'institution de fournir un soutien technique et financier de plus grande proximité pour accompagner les projets d'investissement listés dans le PND (Plan national de développement, 2018-2022). Le partenariat avec l'Etat togolais devrait débuter sur le volet électrification, avec leur souhait d'implémenter un programme Scaling Solar pour le développement d'une centrale solaire de 90 MW.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Fin de séjour pour l'ambassadeur de France au Cameroun**

L'ambassadeur, S.E. Gilles Thibault arrive en fin de séjour après 3 années passées au Cameroun. A l'occasion de la cérémonie organisée pour la fête nationale, S.E. Gilles Thibault a présenté un bilan économique satisfaisant des interventions de la France au Cameroun depuis son arrivée. Il sera remplacé à ce poste par M. Christophe Guilhou.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Changement à la tête de la direction nationale de la BEAC**

Eugène Blaise Nsom précédemment Directeur central de l'Audit à la BEAC est nommé Directeur National de la BEAC pour le Cameroun à l'issu du Conseil d'administration de la Banque le 03 juillet 2019. Il remplace à ce poste Jean Benoit Mani.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

